

N° 4 – 27 janvier 2022.

### En bref

Selon les données préliminaires de l'Association latino-américaine d'investissement en capital-risque (Lavca), sur l'année 2021 dans la région, l'investissement en capital-risque a atteint une valeur de 15,3 Mds USD. Il s'agit d'un montant record, qui triple le précédent pic de 4,9 Mds USD qui avait été enregistré en 2019. En outre, cette somme sur l'année 2021 est plus élevée que le montant des sept années précédentes réunies. Au total, l'association a enregistré plus de 650 opérations l'année dernière. La fintech reste le premier choix des investisseurs et constitue 39 % du capital-risque injecté dans la région, suivie par le commerce électronique (25 %) et la proptech (les technologies de l'information et des plateformes appliquées aux marchés immobiliers) qui en concentre 9 %. La région a bénéficié du boom des entreprises technologiques à croissance rapide, depuis la fintech brésilienne Nubank à la plateforme mexicaine de voitures d'occasion Kavak.

### LE CHIFFRE À RETENIR

# 15,3 MDS USD.

C'est le montant investi en capital-risque en Amérique latine pour l'année 2021.

## BOLIVIE

### Le gouvernement autorise YPFB à importer du pétrole brut.

La compagnie pétrolière publique YPFB a été autorisée par le gouvernement à importer du pétrole brut afin d'alimenter les raffineries nationales. Cette décision a été prise en raison de la baisse de la production nationale de pétrole et de gaz, qui impacte l'activité des raffineries et rend l'économie bolivienne plus dépendante des importations de pétrole raffiné (diesel, essence). En effet, sur 11 mois en 2021, les importations de combustible ont atteint 1,7 Md USD, soit une hausse de 84 % par rapport à 2020, et de 8 % par rapport au record de 2019. Le décret DS 4661, publié en février 2021, autorise désormais l'importation et met en place une subvention directe pour couvrir les coûts d'importation (qui peuvent être élevés en cas

d'acheminement par voie terrestre), ainsi que des notes de crédit pour compenser le paiement de la TVA et l'impôt spécial aux hydrocarbures et dérivés (IEHD), et un tarif douanier à 0 % (auparavant de 10 %). En revanche les subventions pour l'importation d'intrants, d'additifs et de diesel seront réduites. Actuellement, le pays importe 70 % de son combustible et 40 % de son diesel.

## COLOMBIE

### Les fonds étrangers sont les deuxièmes plus gros acheteurs de Bons du Trésor en 2021.

La dette colombienne toujours aussi attractive pour les investisseurs étrangers. Bien que la Colombie ait perdu sa note d'investissement auprès des agences de notation Standard & Poor's et Fitch Ratings en mai et juillet derniers, les marchés internationaux ont encore de



l'appétit pour la dette publique du pays. En effet, le dernier rapport du Ministère des Finances indique que les fonds de capitaux étrangers ont été les deuxièmes plus gros acheteurs de Bons du Trésor (Títulos de Tesorería, TES) en 2021, puisqu'entre janvier et décembre ils ont acquis des obligations pour plus de 2,8 Mds USD (11.300 Mds COP). Ainsi, les fonds étrangers cumulent un total d'obligations souveraines de plus de 24,5 Mds USD, soit 24,7 % du total des bons émis. Ils arrivent de fait en deuxième position derrière les fonds de pension et les caisses de retraite colombiens, qui détiennent 27,4 % du total des obligations souveraines émises par le pays. Par ailleurs, sur le premier mois de l'année 2022 a été observée une augmentation de la liquidité sur le marché de la dette publique du pays, ce qui témoigne de la demande élevée pour ces titres.

### **En 2022, les entreprises ont jusqu'au 14 février pour verser les intérêts sur les indemnités de licenciement.**

Les intérêts sur les indemnités de licenciement sont fixés sur la base d'un taux de 12 % de la moyenne du salaire annuel, ou bien proportionnellement à la part de l'année travaillée pour ceux qui n'effectuent pas une année complète en emploi. Cet avantage, versé directement aux travailleurs, devrait bénéficier à plus de 10 M de travailleurs colombiens en 2022. Cette année, le délai accordé aux entreprises pour verser ces intérêts a été rallongé jusqu'au 14 février 2022, au lieu du 31 janvier. En 2021, les intérêts sur l'indemnité de départ ont souvent permis aux Colombiens d'investir dans l'immobilier, d'après les chiffres du fonds de pension Porvenir, qui a enregistré une croissance annuelle de 22,7 % des décaissements dans le but d'acheter dans le secteur immobilier.

### **Les investissements dans l'exploration pétrolière en 2022 seront les plus élevés depuis 2014.**

Le rapport publié récemment par l'Association colombienne du pétrole et du gaz (ACP) annonce que les activités d'exploration pétrolière recevront cette année 1,13 Mds USD, soit plus de deux fois le budget alloué à ces activités en 2021 ; il s'agit en outre du montant le plus élevé depuis 2014. 52 % de ce budget d'exploration sera alloué à l'exploration et la production de gaz naturel, tandis qu'en parallèle, 82 % du budget (930 MUSD) sera consacré à l'exploration onshore et offshore, y compris le forage de deux puits en eaux profondes, pour un total de 64 puits forés. Les investissements d'exploration seront principalement dirigés vers les Caraïbes (487 MUSD), suivi des plaines orientales (361 MUSD). Cependant, malgré ces efforts d'investissement, le rapport prévoit une production quotidienne de pétrole qui ne dépasserait pas 760.000 barils par jour (bpj), un seuil encore inférieur aux niveaux pré-pandémiques. En outre, le rapport prévoit un prix international du baril de brut Brent à 90 USD des suites de la reprise du marché international, un prix qui pourrait compenser le déclin naturel de la production des puits, qui est estimé à 17 %.

## **ÉQUATEUR**

### **Les ventes de véhicules électriques et hybrides augmentent.**

Selon l'Association Automobile équatorienne, les ventes de véhicules électriques et hybrides ont augmenté de 273 % en 2021 par rapport à 2020 (4.269 véhicules en 2021 contre 1.148 en 2020). Au total, quelques 25 marques proposant des



véhicules hybrides et électriques sont recensées en Equateur, dont la moitié sont des marques chinoises. Par ailleurs, 62 points de charge sont disponibles dans le pays, disposant d'une capacité comprise entre 7 et 80 Kw.

## Les besoins de financement pour 2022 sont inférieurs aux prévisions.

Les dernières perspectives macroéconomiques sont favorables. En effet, selon le Ministère des Finances, les besoins de financement pour 2022 seront inférieurs de 3 % aux prévisions inscrites dans la Loi de finances (11,5 Mds USD) et pourraient s'établir à 11,2 Mds USD. Cette réduction est imputable à la hausse du cours du pétrole WTI sur les marchés internationaux, qui s'établit ce jour à 90 USD/baril. Par ailleurs, le gouvernement bénéficiera de 1,3 Md USD supplémentaire grâce à la réforme fiscale, un montant qui n'était pas comptabilisé dans la Loi de finances. Enfin, le gouvernement annonce des prévisions de croissance de 4 % en 2021, plus optimistes que les prévisions initiales qui tablaient sur une croissance de 3,5 % environ.

## PÉROU

### L'OCDE ouvre la voie à une adhésion du Pérou.

Le Conseil de l'OCDE a annoncé en début de semaine sa décision d'ouvrir le dialogue en vue d'une adhésion de trois pays européens (Bulgarie, Croatie, Roumanie) et trois pays latino-américains (Argentine, Brésil et Pérou). Le Pérou avait fait connaître dès 2012 son intérêt pour devenir membre de l'organisation dont le siège se trouve à Paris. Les autorités péruviennes doivent à présent répondre formellement à la

lettre adressée au Président Castillo. Toutefois ce dernier a d'ores-et-déjà salué sur Twitter « une reconnaissance de l'effort et de la gestion du Gouvernement du peuple », tandis que son Ministre des Relations extérieures évoquait « un fait historique pour le pays ». Dans le cadre du processus d'adhésion à venir, le Pérou fera l'objet d'une évaluation en profondeur de sa situation par une vingtaine de comités techniques, afin de déterminer si le pays respecte les standards, les bonnes pratiques ainsi que les valeurs que promeut l'OCDE, notamment en matière de libertés économiques, de démocratie et d'Etat de droit. Parmi les domaines qui seront évalués, figurent entre autres l'ouverture au commerce et à l'investissement, la qualité de la gouvernance publique, la lutte contre la corruption, la protection de l'environnement et la lutte contre le changement climatique. L'OCDE compte actuellement 38 États-membres dont 4 d'Amérique latine (Chili, Colombie, Costa Rica, Mexique), les 38 pays concentrant 80 % du commerce et des investissements globaux.

### La Contraloría juge Daniel Salaverry insuffisamment qualifié pour diriger Perú-Petro, l'intéressé renonce au poste.

Ex-Président du Congrès (2018-2019), un temps proche du Fujimorisme et désormais allié du Président Pedro Castillo, Daniel Salaverry avait été nommé début janvier à la tête de Perú-Petro, une entreprise publique qui attribue les concessions pétrolières et promeut l'investissement privé dans le secteur. Cette nomination avait été fortement critiquée par la presse et l'opposition, qui y voyaient une faveur accordée à un soutien du Président ne disposant pas d'expérience particulière du secteur pétrolier. Invitée par le Ministère de l'Énergie et des Mines (tutelle de Perú-Petro) à examiner



cette nomination, la *Contraloría General de la República* (équivalent de la Cour des Comptes) a estimé que M. Salaverry n'était pas qualifié pour le poste, au regard de la Loi 26225 sur l'organisation et les fonctions de Perú-Petro, et que cette nomination irrégulière pouvait affecter « l'efficacité de l'activité entrepreneuriale de ladite entité ». Entré provisoirement en fonctions à compter du 9 janvier, l'intéressé a finalement renoncé le 26 janvier au poste de Président du conseil d'administration de Perú-Petro.

### L'emploi à Lima retrouvait ses niveaux pré-pandémiques fin 2021, mais des distorsions demeurent.

En 2021, le taux de chômage à Lima a été de 10,7 % en moyenne, en baisse par rapport à 2020 (13 %) mais un niveau encore supérieur à celui de 2019 (6,6 %). Le taux de chômage au 4<sup>e</sup> trimestre 2021 a atteint 7,8% pour Lima, un niveau proche de celui constaté avant la crise du Covid-19. Néanmoins, certaines distorsions persistent : si la population en âge de travailler a augmenté de 205.000 personnes entre 2019 et 2021 (8,1 M, +2,6 %), la population active s'est réduite de 14.000 personnes (-2,1 %), tandis que la population inactive a augmenté de 219.000 personnes (+8,7 %). Le chômage demeure plus élevé chez les femmes (9,2 %) que chez les hommes (6,6 %), ainsi que chez les 14-24 ans (14,7 %). Enfin, le revenu mensuel moyen des Liméniens a atteint 1.615 PEN (431 USD) en 2021, soit 9,4 % de moins qu'en 2019 (1.872,2 PEN).

## SURINAME

**Fitch Ratings maintient le Suriname en « Restricted Default » avant de devoir retirer ses notes.**

Le 25 janvier, Fitch Ratings a confirmé le statut de « Restricted Default » (RD) du Suriname sur ses créances de long-terme en devises étrangères (qui sont notées « RD » depuis le 1<sup>er</sup> avril 2021), tandis que les créances de court-terme en devises étrangères du pays sont notées C, et la note souveraine du pays s'établit à CCC. Selon l'agence de notation, le statut de « RD » est justifié par le fait que le Suriname ne paie pas les intérêts sur ses obligations contractées en dollars américains à échéance 2023 et 2026, ce que Fitch considère comme un cas de défaut de paiement. Cependant, l'agence de notation a dû par la suite retirer toutes ses notations pour le Suriname car le pays a décidé de ne plus participer au processus de notation. Par conséquent, Fitch ne disposera plus d'informations suffisantes pour maintenir les notations ainsi que la couverture analytique du pays. Le Ministre des Finances du Suriname, Armand Achaibersing, a montré sa surprise devant la publication des notations de Fitch, car la coopération avec l'agence de notation aurait été interrompue sous le gouvernement précédent déjà, des suites d'une notation négative.

## VENEZUELA

**L'Assemblée nationale approuve le projet de taxe sur les grandes transactions financières.**

L'Assemblée nationale a approuvé en première discussion le projet de réforme de la loi sur les impôts sur les grandes transactions financières, par lequel le gouvernement Maduro entend taxer les transactions en devises et en cryptomonnaies réalisées dans le pays, avec ou sans intermédiation financière. Le décret actuel, en vigueur depuis 2015, ne taxe que les grandes



transactions opérées en Bolivars, et de fait génère un désavantage dans l'utilisation de la monnaie locale. Avec cette réforme, le gouvernement espère ainsi relancer l'utilisation du Bolivar, qui conserverait sa taxe fixée entre 0 et 2 % par transaction, tandis que les opérations qualifiées de grandes transactions financières (en devises ou en cryptomonnaies, notamment) seront taxées à 2,5 %. Selon le budget national 2022 présenté en fin d'année dernière, la collecte des impôts s'élèverait à 20,6 % du total des ressources du gouvernement pour l'exercice financier 2022 ; et sur ce montant, le gouvernement s'attend à collecter 2,2 Mds Bolivars grâce à la taxe sur les grandes transactions financières, qui constitue le deuxième poste en termes de montant collecté dans les recettes fiscales.

### **L'INAC autorise les opérations aérocommerciales entre le Venezuela et l'Espagne.**

L'Institut national de l'aéronautique civile (INAC) du Venezuela a annoncé l'ouverture d'opérations aérocommerciales vers l'Espagne, en plus de celles déjà autorisées vers la Turquie, le Mexique, le Panama, la République dominicaine, Cuba et la Russie. L'autorisation est immédiate et est accordée aux compagnies aériennes Conviasa, Plus Ultra, Air Europa et Iberia. Les passagers entrant sur le sol vénézuélien devront présenter avant l'embarquement un test PCR négatif de moins de 72 heures ; les autres types de test ne sont pas autorisés. Cette réouverture des frontières avec l'Espagne, qui avait été interrompue depuis le début de la pandémie, permettra de réajuster les tarifs du marché aérien au Venezuela, car jusqu'à présent, la liaison avec l'Europe était limitée aux opérations de Turkish Airlines via la Turquie.

### **Le secteur industriel national emploie actuellement 532.000 travailleurs.**

La Confédération des industriels du Venezuela (Conindustria) a révélé que l'industrie nationale génère aujourd'hui 532.000 emplois directs et indirects, contre 1,5 M en 1998. L'association a regretté la surévaluation du Bolivar ainsi que l'exemption de droits de douanes sur les produits importés, deux mesures qui pénaliseraient la production nationale. En outre, le Président de la Chambre des Industriels de Lara a annoncé qu'à l'échelle nationale en 2021, le secteur industriel s'est maintenu entre 18 et 19 % de sa capacité totale. Les coupures d'électricité régulières dans tout le pays empêchent la reprise de l'activité économique.

## Les graphiques de la semaine

Bilan épidémiologique de la région au 27 janvier 2022.

	Contaminés		Décès		Population ayant reçu une 1ère dose		Population ayant reçu un schéma de vaccination complet	
	En nombre	Pour 1M d'habitants	En nombre	Pour 1M d'habitants	En nombre	en % de la population	en nombre	en % de la population
Bolivie	835 170	70 050	20 774	1 742	1,5 M	13%	5 M	43%
Equateur	691 898	38 305	34 362	1 902	1,4 M	8%	13,2 M	74%
Colombie	5 798 799	112 091	133 019	2 571	8,9 M	17%	30,9 M	60%
Pérou	3 070 357	91 131	204 769	6 078	2,3 M	7%	22,7 M	68%
Venezuela	475 135	16 784	5 419	191	6,8 M	24%	11,6 M	40%
Am. du sud	46 981 896	n.d	1 208 712	n.d	n.d	n.d	n.d	n.d

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone (2020) :

	POPULATION (M)	PIB réel (Mds USD)	Croissance du PIB			Déficit fiscal	Dette publique (% PIB)	IDH (rang mondial)		Doing Business (rang mondial)	
			2020 e.	2021 p.	2022 p.			2020	Variation sur un an	2020	Variation sur un an
<b>BOLIVIE</b>	11,5	38,7	-7.7	5.5	4,0	-8,5	59,3	107	+7	159	-3
<b>COLOMBIE</b>	50,3	282,2	-8.2	5.1	3,8	-9,4	59,3	83	0	67	-2
<b>EQUATEUR</b>	17,3	93,07	-7.5	2.5	3,5	-8,9	n.a	86	-1	129	-6
<b>GUYANA</b>	0,782	6,8	43.3	16.3	48,7	-5,6	36,9	122	-1	134	0
<b>PEROU</b>	32,5	188,4	-11.1	8.4	4,6	-9,4	21,9	79	+3	76	-8
<b>SURINAME</b>	0,581	2,8	-13.4	0.6	1,5	-13,9	n.a	97	+1	162	+3
<b>VENEZUELA</b>	27,9	n.a	-30	-10	-3,0	n.a	n.a	113	-20	188	0
<b>ARGENTINE</b>	45,3	382,7	-9.9	5.8	2,5	-11,4	n.a	46	+2	126	-7
<b>BRESIL</b>	211,4	1312,6	-4	3.6	1,5	-16,7	68,5	84	-5	124	-15
<b>CHILI</b>	19,4	245,4	-5.8	6.1	2,5	-8,7	14,6	43	-1	59	-3
<b>MEXIQUE</b>	128,9	1133,2	-8,2	5	4,0	-5,8	56,7	74	0	60	-6

Source : données Banque mondiale, FMI (WEO, octobre 2021), PNUD, Doing Business.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)